

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fahamarinana

ASSEMBLÉE NATIONALE

LOI n° 93-005
portant orientation générale de la politique de décentralisation

EXPOSE DES MOTIFS

La Constitution de la II^{ème} République, adoptée le 18 septembre 1992 par le peuple Malagasy souverain, précise dans son article premier que l'Etat est une République unie et indivisible. Et dans son article deuxième: « La République de Madagascar est organisée en collectivités territoriales décentralisées dont l'autonomie est garantie par la Constitution. Ces collectivités concourent avec l'Etat au développement de la communauté nationale ».

En effet, la Constitution consacre son titre VII à la définition : « des responsabilités et des principes d'autonomie effective des collectivités territoriales décentralisées ».

En application de l'article 125, notamment « les collectivités territoriales décentralisées, dotées de la personne morale et de l'autonomie financière, constituent le cadre institutionnel de la participation effective des citoyens à la gestion des affaires publiques et garantissant l'expression de leur diversité et de leurs spécificités ».

Un Etat décentralisé ne peut se concevoir que dans le cadre d'un Etat unitaire fort. C'est pourquoi, les principes de décentralisation doivent obligatoirement être combinés avec ceux de la décentralisation qui en constituent la contrepartie nécessaire, sinon indispensable.

La Loi se borne à fixer l'orientation générale de la politique que compte conduire le Gouvernement en matière de décentralisation.

La matière est technique, complexe et exige des délais, mais l'urgence de se prononcer sans attendre, sur le nombre de niveaux.

Ce nombre conditionne, en effet, l'organisation et le fonctionnement des collectivités territoriales décentralisées, l'organisation et le fonctionnement de

l'administration territoriale de l'Etat, le nombre des collectivités territoriales décentralisées, l'organisation et le fonctionnement de l'administration territoriale de l'Etat, le nombre des collectivités en distinguant les communes urbaines et rurales, leurs compétences et les transferts de l'Etat, c'est-à-dire du centre vers la périphérie, mais aussi transferts financiers de l'Etat qui devront accompagner des transferts de compétences, de la fiscalité régionale et locale à créer, des systèmes électoraux et de contrôle de légalité qu'il appartiendra au représentant de l'Etat d'exercer.

On trouve ainsi que l'on distingue quatre, trois, deux ou un niveau. Il est vrai que ces systèmes ne concernent pas tous des Etats unitaires décentralisés comme celui qui découle de la constitution Malgache.

Ces *quatre niveaux* sont bien connus à Madagascar. C'est le système de la II^{ème} République qui distinguait le Faritany, le Fivondronampokontany, le Firaisampokontany et le Fokontany. Certains y voient les avantages de l'existant et de la durée (plus de quinze années d'existence), d'autres considèrent qu'il a fait la preuve de son inefficacité, entraînant une sous-administration vivement critiquée et rejetée par l'adoption de la Constitution.

Les *trois niveaux* sont constitués par l'exemple français avec la région, le département et la commune. Les tenants du système considèrent que ces unités, qui pour certaines d'entre elles puissent leur origine dans l'histoire, répondent à un besoin et surtout assurent des services collectifs indispensables.

Il est vrai que le département et la commune existent depuis la Révolution Française (1789), mais jusqu'à une ordonnance du 05 février 1595, la France n'avait connu que deux niveaux.

La création de l'établissement public régional est donc récente et la Région collectivité possédant une assemblée élue au suffrage universel ne date que de 1983.

Or, certains remarquent une confusion entre les compétences de la région et du département entraînant un manque de clarté et donc une certaine irresponsabilité et un gaspillage de deniers publics. C'est pourquoi, les détracteurs des trois niveaux proposent la suppression pure et simple du département (cf. Le Point nov 1993).

Quant au *deux niveaux* qui sont pratiqués depuis quelques années dans certains pays de l'Europe de l'Est, qui ont opté pour l'abandon du système des démocraties populaires (Bulgarie par exemple) il correspond à des Etats comprenant une population de 10 millions d'habitants en moyenne.

Les avantages sont multiples puisque ce système permet à des communes de base, proches des administrés « assurer la gestion des services collectifs, de proximité alors que sont réservés à la région les réalisations des grandes infrastructures, des études et du développement économique, social et culturel ». Il ne peut y avoir de compétence, de manque de lisibilité et de gaspillage de deniers publics.

Les inconvénients avancés par certains concernent la remise en cause de l'organisation actuelle découlant de la II^{ème} République, mais on dit plus haut ce qu'il fallait en penser.

En fait, le changement ne sera qu'apparent si les nouvelles collectivités régionales prennent pour base de réflexion les anciennes préfectures dont il convient de réviser certaines limites géographiques. En effet, presque tous les ministères disposent à ce niveau de locaux, de personnel et de matériels techniques qui seront, en application de la Constitution, mis à la disposition des collectivités territoriales décentralisées.

Enfin, pour être complet, nous dirons un mot d'une organisation à un niveau qui ne prendrait en compte que des communes. C'est le système actuel de la Grande-Bretagne, l'exemple même d'un Etat centralisé où la Couronne décide de tout, y compris du taux des impôts que sont autorisées dans les subventions qu'elles reçoivent de l'Etat central si elles ne respectent pas les recommandations du Ministère.

C'est justement le système qu'a voulu rejeter la Constitution adoptée par le peuple malagasy.

En application de l'article 148 de la Constitution du 18 septembre 1992, les dispositions législatives relatives aux collectivités territoriales devront être mises en œuvre dans le délai de dix-huit mois au plus à compter de la date de sa promulgation, c'est-à-dire avant le 17 mars 1994.

C'est la raison pour laquelle, il s'avère urgent que l'Assemblée nationale se prononce sur les principes d'orientation générale de la politique de décentralisation. En effet, l'élaboration des textes de lois sur la détermination du nombre et de la délimitation territoriales, l'organisation et le fonctionnement des collectivités territoriales, le mode d'élection des élus ainsi que les modalités

de nomination du représentant de l'Etat dépend de la date d'entrée en vigueur de la présente Loi afin de pouvoir respecter le délai constitutionnel précité. Enfin, il est opportun de noter que lesdits textes conditionnent l'organisation des élections sénatoriales, c'est-à-dire la mise en place de la deuxième assemblée parlementaire.

Tel est, l'objet de la présente Loi.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fahamarinana

ASSEMBLÉE NATIONALE

LOI n° 93-005
portant orientation générale de la politique de décentralisation

L'Assemblée Nationale a adopté en sa séance du 23 décembre 1993 la loi dont la teneur :

CHAPITRE I DES PRINCIPAUX GÉNÉRAUX DE LA

ARTIC

LE PREMIER

La présente définit l'orientation générale de la mise en oeuvre de la politique de décentralisation qui s'inscrit dans le cadre de la politique générale de l'État en matière de développement économique et social.

ARTICLE 2

Dans le cadre des objectifs fixés par la Constitution, la politique de décentralisation constitue un plan d'actions délibérées et coordonnées en vue du développement équilibré et harmonieux du territoire de la République.

A ce titre, elle vise à donner à l'espace géographique national une organisation rationnelle du territoire pour servir de cadre institutionnel de participation effective des citoyens à la gestion des affaires publiques et de pôles de croissance économique.

ARTICLE 3

Par la mise en oeuvre de la politique de décentralisation, l'État assure la promotion du développement national, régional et local par la recherche d'une plus grande intégration et d'une mobilisation de la population dans les actions de développement et par la responsabilisation de celle-ci dans la définition et la réalisation de toute action à entreprendre.

A cet effet, l'Etat s'engage à mettre en place une réforme institutionnelle tant dans son organisation territoriale que dans ses structures centrales et à promouvoir une politique d'aménagement du territoire destinée à remodeler la territoire de la République en fonction d'exigences fonctionnelles d'efficacité et des exigences du développement continu, participatif, équilibré et harmonieux.

ARTICLE 4

I. - Les collectivités territoriales décentralisées sont :

- ⇒ Les Régions,
- ⇒ Les Départements,
- ⇒ Les Communs.
- ⇒ La création et la délimitation des collectivités territoriales sont décidées par la loi.

II.-Elles sont dotés de la personnalité morale, de l'autonomie financière et garantissant, en tant que cadre institutionnel de participation effective des citoyens à la gestion des affaires publiques l'expression de leur diversité et de leur spécificité. Elles s'administrent librement par des conseils élus au suffrage universel direct dans les conditions fixées par les lois et règlements.

CHAPITRE II DES CRITÈRES DE DELIMITATION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES.

AR
TICLE 5
En

application des dispositions de l'article 126 de la Constitution, la délimitation des collectivités territoriales doit répondre à des critères d'homogénéité géographique, économique, social et culturelle.

A cet effet, la présente loi en détermine les principes de base en vue de stimuler et de mobiliser l'ensemble de la population pour le développement harmonieux des collectivités territoriales.

ARTICLE 6

Les modalités de mise en oeuvre des critères de délimitation visés à l'article 5 ci-dessus doivent notamment tenir compte :

- 1.- de la solidarité sociologique de chaque collectivité territoriale ayant une assise géographique qui implique la prise en considération des facteurs socio-culturels, éléments déterminants pour susciter la participation de la population au développement régional;
- 2.-des facteurs physiques où l'étendue et la configuration géographique de chaque collectivité territoriale doivent être prises en considération avec les possibilités de communication ainsi que la concentration et les mouvements de la population. Ces considérations doivent s'inscrire dans le cadre de l'optimum dimensionnel afin de permettre la régionalisation du plan de développement et assurer une couverture administrative efficace;
- 3.-de la vocation socio-économique et des potentialités de chaque collectivité territoriale afin de mieux exploiter les spécificités régionales,

promouvoir la coopération inter-collectivité par la coordination de l'action économique et assurer la viabilité financière des collectivités territoriales.

CHAPITRE III DES PRINCIPES FONDAMENTAUX SUR LES MODALITÉS DE RÉPARTITION DES COMPÉTENCES DES RESSOURCES
--

**ARTI
CLE**

7

La collectivité territoriale décentralisée règle par ses délibérations les affaires dévolues par la loi à sa compétence.

Assure, avec le concours de l'Etat, la sécurité publique, l'administration et l'aménagement du territoire, le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique ainsi que la protection de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie.

ARTICLE 8

La répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales s'effectue en considération des intérêts nationaux, régionaux et locaux. A cet effet, les transferts de compétences sont définis en fonction de la vocation principale de chaque niveau de collectivité.

ARTICLE 9

En aucun cas, la répartition des compétences ne doit porter atteinte à la prééminence de l'Etat dans ses missions fondamentales, notamment : création émission de la monnaie, défense nationale, relations diplomatiques avec l'extérieur, justice, maintien de l'ordre et de la sécurité publique.

En application des dispositions de l'article 64 de la Constitution, l'Etat définit et met en oeuvre la politique économique et sociale de la Nation. A cet effet, il crée les conditions nécessaire et favorables à la réalisation d'un développement continu et participatif. Il est chargé d'élaborer et de promouvoir la politique d'aménagement du territoire dans le cadre de la mise en place et de la mise en oeuvre de la décentralisation effective. Il assure, à cette fin le développement des infrastructures de base.

L'Etat dispose seul du pouvoir de réglementation générale. Il fixe par les lois et leurs décrets d'application les conditions d'exercice par les collectivités territoriales de leurs compétences.

ARTICLE 10

Les transferts de compétences ne peuvent en aucun cas permettre à un

collectivité territoriale d'exercer une tutelle sur une autre collectivité, ni créer une hiérarchie entre elles.

ARTICLE 11

Tout transfert de compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales doit porter sur l'ensemble des attributions relatives à une compétence donnée et être effectué au profit d'une seule catégorie de collectivités qui aura ainsi la pleine responsabilité.

A cet effet, chaque transfert s'effectue au bénéfice de la collectivité la plus apte à exercer la compétence concernée au regard des besoins de la population.

ARTICLE 12

Dans tous les cas les transfères de compétences sont accompagnés du transfert concomitant par l'Etat aux collectivités territoriales, des ressources nécessaires à l'exercice normal de ces compétences dans les conditions fixées par les loi.

Les charges correspondant à l'exercice des compétences transférés font l'objet d'une évaluation préalable du transfert desdites compétences sous le contrôle d'une commission d'élus territoriaux créée par la loi

Tout accroissement net de charges résultant des transferts de compétences effectués entre l'Etat et les collectivités territoriales sera compensé par un transfert de ressources que l'Etat consacre normalement à l'exercice des compétences concernées. A cet effet, ces ressources attribués sont équivalent aux dépenses effectués par l'Etat, à la date du transfert, au titre du compétence transférés et assurent la compension intégrale des charges y afférentes.

ARTICLE 13

La loi détermine la répartition des ressources en fonction des compétences attribuées aux collectivités territoriales et prévoit, au profit de ces derniers, un transfert d'impôts, droits et taxes perçus par l'Etat. Ce transfert sera effectué par les lois de finances au fur et à mesure des transferts de compétences.

ARTICLE 14

La réparation des ressources visée aux articles 12 et 13 ci-dessus ne doit en aucun cas avoir une incidence négative sur les finances de l'Etat. Sa mission économique de redistribution du revenu et de péréquation des moyens lui impose la maîtrise totale du système fiscal et financier

<p style="text-align: center;">CHAPITRE IV DES PRINCIPES DE LA RÉPARATION DES SERVICES PUBLICS ET DE LA ÉCONCENTRATION</p>

C

ertains services ou parties de services de l'Etat qui exercent exclusivement une compétence précise et relevant désormais d'une collectivité territoriale seront transférés à celle-ci en tant que de besoin dans les conditions fixés pour chacun d'entre eux par décret pris en conseil des Ministres après consultation des organismes paritaires concernés.

ARTICLE 16

Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition gratuite, au profit de la collectivité attributive de cette compétence, des meubles et immeubles nécessaires à son exercice La collectivité se trouve ainsi substituée dans les droits et obligations de l'Etat.

ARTICLE 17

Les services ou parties de services déconcentrés de l'Etat nécessaires à la réparation et à l'exécution des décisions de l'organe délibérant ainsi qu'à l'exercice des pouvoirs et responsabilités dévolus au bureau exécutif de la collectivité territoriale sont placés sous l'autorité de son président.

Dans chaque collectivité territoriale, une convention conclue entre le représentant de l'Etat et le président du bureau exécutif de la collectivité, et approuvée par arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, constate la liste des services ainsi passés sous l'autorité du président du bureau exécutif de la collectivité. Chaque convention adapte à la situation particulière de chaque collectivité les dispositions d'une convention type approuvée par décret

ARTICLE 18

Les transferts de compétences sont complétés par un effort parallèle de déconcentration des attributions qui continuent à relever la responsabilité de l'Etat.

Comme corollaire, les transferts de compétences ne suppriment pas pour autant toute intervention de l'Etat dans les domaines concernés, dont les prérogatives sont définies aux articles 9 et 14 ci-dessus. Ils entraînent dans de nombreux cas de nouvelles formes d'action de contrôle pour la puissance publique.

ARTICLE 19

A un pouvoir décentralisé doit correspondre un pouvoir déconcentré. Tel est le principe de base qui régit, dans le cadre de la décentralisation effective, l'intervention de l'Etat au niveau territorial.

A cet effet, l'organisation territoriale de l'Etat et la répartition des missions entre les administrations centrales et les services déconcentrés s'organisent selon les principes fixés par le présent chapitre.

L'administration territoriale de l'Etat est organisée, dans le respect du principe de libre administration des collectivités territoriales, de manière à mettre en oeuvre l'aménagement du territoire tel que défini à l'article 3 ci-dessus, à garantir la démocratie locale et à favoriser la modernisation du service public.

ARTICLE 20

Sont confiées aux administrations Centrales les seules missions présentant un caractère national ou dont l'exécution ne peut, en vertu de la loi, être déléguée à un échelon territorial.

Les autres missions, et notamment celles qui régissent les rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales, sont déléguées aux services déconcentrés.

A cet effet, l'Etat doit élargir les attributions de ses représentants à l'échelon territorial, soit pour l'application des règles générales qu'il définit, soit pour établir les conventions nécessaires à l'harmonisation des actions de la puissance publique avec celles des collectivités territoriales.

ARTICLE 21

Pour l'application des dispositions de l'article 136 de la Constitution et de celles de la présente loi, notamment des articles 19 et 20, un décret en Conseil des Ministres portant création des circonscriptions ou des structures

administratives d'action régionale ou locale fixera les modalités de mise en oeuvre de la déconcentration, précisera les modalités des délégations d'attributions des Administrations centrales aux services déconcentrés des Administrations civiles de l'Etat ainsi que les principes d'organisation desdits services déconcentrés.

Ce décret intervenir dans un délai de trois mois suivant la publication de la loi fixant la délimitation des collectivités territoriales.

CHAPITRE V

ARTICLE 22

Sont et demeurent abrogés toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi.

ARTICLE 23

La présente Loi sera publiée au Journal Officiel de la République. Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Antananarivo, le 23 décembre 1993

LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fahamarinana

ANTENIMIERAMPIRENENA

LALANA LAHARANA FAHA-93-005
MIKASIKA NY SORI-DÀLANA ANKAPOBEN'NY POLITIKAN'NY
FANAPARIAHAM-PAHEFANA.

Nolanian'ny Antenimierampirenena tamin'ny 23 desambra 1993 izao Lalàna manaraka izao:

TOKO VOALOHANY

Momba ny foto-kevitra ankapobe iompanan'ny fanapariham-pahefana

Andininy voalohany

Izao Lalàna izao no mamaritra ny sori-daàlana ankapobe ho amin'ny fampiharana ny politikan'ny fanapariham-pahefana izay efa voarakitra rahateo ao amin'ny sehatra politika ankapoben'ny Fanjakana mikasika ny fampandrosoana ara-toe-karena sy ara-tsosialy.

Andininy 2

Araka izay voafarit'ireo tanjona tondroin'ny Lalàmpanorenana, dia zary ho drafit'asa iray laniera sy mirindra ny politikan'ny fanapariham-pahefana mba hisian'ny fampandrosoana mifandanja sy mifampirindra eto amin'ny Tanin'ny Repoblika.

Araka izany, ny zava-kinendry aminy dia mba hanaovana isaky ny elanelan'ny velara-tanim-pirenena ny fandaminana iray ahitam-pahombiazana eo amin'ny faritra iadidina mba zary ho lasitry ny andrim-pitondrazana mikasika ny fandraisan'ireo olom-pirenena anjara tokoa amin'ny fitantanana ny raharaham-bahoaka sy ho kitro ifaharan'ny fampitomboana ny toe-karena.

Andininy 3

Noho ny fampiharana ny politikan'ny fanampariaham-pahefana, dia iantohan'ny Fanjakana ny fampiroboroboana ny fampandrosoana ny Firenana sy ny faritra ary ny eo an-toerana ka tena karohina amin'izany ny fanaingana sy ny ny fanentanana ny mponina mba hidirany an-tsehatra bebe kokoa eo amin'ireo asa fampandrosoana ka andraisany andraikitra momba ny famaaritana sy ny fanatontosana ny asa rehetra.

Noho izany dia ny Fanjakana no miroso amin'ny fametrahana ny fanavaozana ara-drafitra eo amin'ny fandaminam-paritra ary koa momba ny fandaminana azy teo amin'ny Firenena na eo amin'ny fomba firafitra entiny aty ifotony no sady koa hampivelatra hatrany ny ambaidain'ny politikan'ny fanajariana ny faritra iadidina enti-manavao indray ho fàkan-tahaka ny Tanin'ny Repoblika noho ny antony tsinjovina eo amin'ny fitakiana hahombiazanny fampandehanan-draharaha sy arakaraka izy tsy maintsy ilaina eo amin'ny fampandrosoana mitohy, andraisany ny rehetra anjara sy mifandanja ary mifampirindra.

Andininy 4

I- Izaio avy ireo vondrom-paritra anapariahan-pahefana :

- ny faritra,
- ny Departemanta,
- ny Kaominina

Ny Lalàna no mamaritra ny famoronana ary ny famaritana ny vondrom-paritra.

II-Mizaka ny zo aman'andraikitra ananan'ny isam-batan'olona izy ireo, sy mahavita tena ara-bolka ary miantoka amin'ny maha-sehatra eo amin'ny rafi-pitondrana azy ny fandraisana anjara mivantana avy amin'ny olom-pirenena eo amin'ny fitantanana ny raharaha-bahoaka ary ny fanehoana ny mahasamihafa azy sy ny mampiavaka azy. Izy ihany no mitanatana ny raharahany amin'ny alalàn'ny ireo Filan-kevitra voafidy tamin'ny latsabato nataon'ny daholobe mivantana izay feran'ny didy aman-dalàna ny fomba arahina amin'izany.

TOKO II

Ny amin'ireo fepetra amaritana ny vondrom-paritra anapariam-pahafana

Andininy 5

Ho fampiharana ny andininy faha-126 ao amin'ny Lalàmpanorenana, dia tsy maintsy mifototra eo amin'ny fitovian'ny toetany, eo amin'ny toe-karena sy sosialy ary koltoraly ny famoronana ireny vondrom-paritra ireny.

Araka izany, izao Lalàna izao no manoritra ny foto-kevitra iaingana mba hampirisihana sy hanentana ny mponina manontolo hisian'ny fampandrosoana mirindra eo amin'ny vondrom-paritra.

Andininy 6

Ny fombafomba fampiharana ireo fepetra famaritana tondroin'ny andininy faha-5 etsy ambony dia tsy maintsy mitandro indrindra indrindra :

- 1-** ny firaisan-kina eo amin'ny fiaraha-monina ao anatin'ny vondrom-paritra isanisany izay toy ny vato iray ara-dalana eo amin'ny toe-tany ka mitaky ny fijerana izay anton-javatra ara-tsosialy sy koltoraly mba ho fototra mafy orina enti-mampirisika ny mponina handray anjara ireo anton-javatra hita amin'ny fampandrosoana ny faritra ;
- 2-** ireo anton-javatra hita mivaingana eo amin'ny toe-tany ka ny velarantany sy ny toetotry ny tany ao amin'ny vondrom-paritra tsirairay avy no tsy maintsy fakafakaina miaraka amin'ny fahazoan'ny mponina mifanerasera ary koa ny fivangongoan'izy ireo amin'ny toerana iray sy ny fivesivezeny atsy sy aroa. Ilaina mihitsy ny fanaovana izay faran'ny mety indindra amin'izany fiheverana izany ao anatin'ny sehatry ny fanadihadiana lalina mba hahazoana mandrafitra osam-paritra ny tetik'asa fampandrosoana sy ny fiantohana fa ny asa ara-pintondrana dia mahasahana tanteraka ny faritra iadidiana.
- 3-** ny ho avy ara-tsosialy sy toe-karena ary foto-karena anan'ny vondrom-paritra tsirairay mba hahafahaba mitrandraka tsaratsara kokoa izay mampiavaka ny isam-paritra, sy mampiroborobo ny fiarahan'izy ireny miasa amin'ny alalan'ny fandrindrana ny asa ara-toe-karena atao isam-paritra ka hahatonga ny vondrom-paritra hahavelon-tena ara-bola.

TOKO III

NY amin'ny alalan'ny foto-kevi-dehibe eo amin'ny fomba fintsinjarana ireo fahefana sy ireo loharanom-bola

Andininy faha-7

Amin'ny alalan'ny fanapahan-kevitra ataony no andraiketan'ny vondrom-paritra ireo asa atolotry ny lalàna hosahaniny ka tandrifim-pahefany.

Izy no miadidy ny faritra ary ny fampandrosoana ny toe-karena, ny sosialy, ny fahasalamana, mbamin'ny koltoralaly sy ny siansa ary ny fiarovana ny tontolo iainana ary ny fanatsarana ny faritra iainana.

Andininy -8

Tsy maintsy tsinjovina ireo tombotsoam-pirenena sy ny faritra ary ny any an-toerana ao amin'ny fitsinjarana ireo dfahefana eo amin(ny Fanjakana sy ny vondrom-paritra. Noho izany, dia faritana ny famindrana ny fahafana arakaraka ny famokarana fototra ataon(ny vondrom-paritra isan'ambaratonga.

Andininy- 9

Na oviana na oviana, ny fitsinjarana ireo fahafana dia tsy tokony hanohintohina ny fiambonian'ny Fanajana eo amin'ireo adidy fototra iandraiketany, indrindra indrindra ny famoronana sy ny famoaham-bola, ny fiarovam-pirenena, ny fifandraisana ara-diplomatika amin'ny ny any ivelany, ny fitsarana, ny fitandroana ny filaminana sy ny fandriampahaleman-bahoka.

Ho fampiharana ny fepetra voalazan'ny andininy faha-64 ao amin'ny Lalàmpanorenana dia ny Fanjakana no manoritra sy mampihatra ny politika momba ny fampandrosoana ny toe-karena sy ny sosialy eto amin'ny Firenena. Araka izany, dia manao izy fepetra ilaina sy mahomby izy mikasika ny fanatontosana ny fampandrosoana iray mitohy hatrany no sady andraisan'ny rehetra anjara. Izy no miandraikitra ny famolavolana ny fampiroboroboana ny politikan'ny fanajariana ny tany araka izay voafaritry ny fametrhana amin'ny toerany sy ny fampiharana ny fanapariaham-pahefana tena izy. Mba hahatongavana amin'izany dia izy no miantoka ny fampivelarana ny foto-drafitr'asa iaingana.

Ny Fanjakana irery ihany no manana ny fahefana hanao didy amandalàna amin'ny ankapobeny. Izy no mametra ny fomba fisahanan'ireo vondrom-paritra ny fahafan'izy ireo amin'ny alalan'ny lalàna sy iza didy fampiharana izany.

Andininy- 10

Ireo famindrana ny fahefana dia tsy atao, na oviana na oviana, mba

hahazoan'ny vondrom-paritra iray nisahana fisahiana amin'ny vondrom-paritra iray hafa, na koa fahafahana manangana ambaratongam-piamboniana iray eo amin'izy samy izy.

Andininy 11

Ny famindrana fahefna dia tsy azo atao mihitsy raha hitarika ny fiahin'ny vondrom-paritra iray amin'iray hafa izany, na koa hamorona ambarabtonga eo amin'izy ireny.

Noho izany, ny famindrana dia tontosaina ho an'izay vondrom-paritra hita fa havanana kokoa eo amin'izy ireny.

Noho izany, ny famindrana dia tontosaina ho an'izay vondrom-paritra hita fa havanana kokoa eo amin'ny fisahanana ny fahefana tandrify azy noho ireo zavatra ilain'ny mponina.

Andininy 12

Amin'izany rehetra, ny famindrana ny fahefana dia omban'ny famindrana ataon'ny Fanjakana any amin'ny vondrom-paritra, ireo loharanom-bola ilaina amin'ny fisahana arka ny tokony ho izy izany fahafana izany araka ny fepetra voasoritry ny lalàna.

Ireo andraikitraara-bola mifandraika amin'ny fisahanana ny fahefana nafindra dia anaovana tombatombana mialoha ny famindrana izany fahefana voalaza izany eo ambany fanarahamason'ny vaomiera iray atangan'ny lalàna ka olom-boafidim-paritra no ao aminy.

Izay rehetra fitomboana afa-karatsaka teo amin'ny andraikitra ara-bola vokatry ny famindrana ny fahefana vita avy tamin'ny Fanjakana mankany amin'ireo vondrom-paritra dia honerana amin'ny famindrana izay loharanom-bola atokan'ny Fanjakana ho fampandehanana araka ny tokony ho izy ny fiandraiketana ireo fahefana voakasika. Araka izany, amin'ny vaninandro anaovana ny famindrana, ireo loharanom-bola natolotra ireo dia mitovy tsy misy valaka amin'izay fandaniana nataon'ny Fanjakana tamin'izay fahefana nafindra ary miantoka rahateo ny fanorenana manontolo ireo andraikitra ara-bola mikasika izany.

Andininy 13

Ny lalàna no manazava ny fitsinjarana ireo loharanom-bola arakaraka ny fahefana natolotra ny vondrom-paritra, sady maminavina dieny mialoha mba ho tombotsoan'ity farany ny famindrana dia hatao araka ny lalàna mifehy ny fitantanam-bola isaky ny misy famindram-pahefana.

Andininy 14

Ny fitsinjarana izay loharanom-bola tondroin'ny andininy faha-12 sy faha-13 etsy ambony dia tsy tokony hisy fiantraikany ratsy mihitsy eo amin'ny volam-panjakana. Ny andraikitra ny Fanjakana ara-toekarena eo amin'ny fizarana indray ny vola azo sy ny fandrindrana ireo fomba enti-manana izany dia manery azy hifehy tanteraka ny rafi- pitantanana ny hetra sy ny vola.

TOKO IV

Ny amin'ny foto-kevitra mikasika ny fitsinjarana sy sampan-draharaham-panjakana sy ny fanapariahan-pitondrana.

Andininy 15

Ny famindram-pahefana dia mitarika ny fanoloranahiadian'ny vondrom-paritra ny fitaovam-piasana sy ny mpandraharaha ilaina amin'ny fampandehanana ny asany.

Ireo sampan-draharaham-panjakana sasantsany na ny ampahany amin'izy ireo ihany ka misahana manokana fahefana iray voasoritra mazava ary miankina manomboka izao amin'ny vondrom-paritra iray dia hafindra amin'ny araka ny ilana izany ary ho an'ny tsirairay amin'izy ireo dia amin'ny fomba feran'ny didim-panjakana atao eo am-pivorian'ny Ministra rehefa nilan-kevitra ny antokon-draharaha iarahan'ny andaniny sy ny ankilany tandrify izany.

Andininy 16

Ny famindrana ny fahefana iray dia mitarika avy hatrany ny fanomezana maimaimpoana mba hiadian'ny vondrom-paritra notolorrana io fahefana io izay fanana-manaraka sy fanana-mitoetra ilaina amin'ny fisahanana ny asany. Noho izany dia ilay vondrom-paritra no mizaka ireo zo aman'andraikitra nananan'ny Fanjakana.

Andininy 17

Ireo sampan-draharaham-panjakana na ny ampahany amin'izy ireo izay nanapariaham-pahefana ka ilaina eo amin'ny fanomanana sy ny fanatanterahana ny fanapahana noraisin'ny rantsa-mangaika manapa-kevitra ary koa amin'ny fisahanana ny fahefana sy andraikitra natolotra ny birao mpanatanteraky ny vondrom-paritra dia apetraka eo ambaby fiadian'ny filohan'io birao io.

Ao anatin'ny vondrom-paritra tsirairay avy dia fifanarahana irayifanaovan'ny solontenan'ny Fanjakana sy ny filohan'ny birao mpanatanterany ny vondrom-paritra ary nakantoavina tamin'ny alàlan'ny didim-

pitondrana ataon'ny Ministry ny Atitany sy ny Fanapariaham-pahefana no ahitana fototra ny lisitr'ireo sampan-draharaha izay apetraka araka izany eo ambany fahefan'ny filohan'ny birao mpanatanteraky ny vondrom-paritra. Ny fifanarahana isanisany dia mampifanaraka amin'izay toetoetra manokana ananan'ny vondrom-paritra tsirairay avy ireo fepetra raiketin'ny fifanarahana lasitra iray nankatoavina tamin'ny alalàn'ny didim-panjakana.

Andininy 18

Ny famindrana ireo fahefana dia fenoina amin'ny alalan'ny ezaka mitovy zotra amin'ny fanapariaham-pitondrana amin'ny anjara raharaha izay mitohy hatrany ny fiankinany amin'ny andraikitry ny Fanjakana.

Vokatr'izany, ny famindrana ireo fahefana dia tsy mahafoana velively izay mety ho fidiran'ny Fanjakana any amin'ireo sehatra voakasik'izany, satria ny tombon-jo manokana ananany dia efa voafaritra ao amin'ny andininy faha-9 sy faha-14 etsy ambony. Izany dia mahatonga ny ataony amin'ny lafin-javatra maro fiforonan'ny endri-baovao eo amin'ny fahefam-panjakana entiny manatontosa ny asa na ny fanarahamaso.

Andininy 19

Ny fanapariaham-pahefana iray dia tsy maintsy mifanandrify amin'ny fanapariaham-pitondrana iray. Izany no foto-kevitra iaingana ka mifehy, araka izay voafaritra ao amin'ny fanapariaham-pahefana tena izy, ny fidiran'ny Fanjakana an-tsehatra any amin'ny ambaratongam-paritra.

Noho izany, dia ifandaminana araka ny foto-kevitra soritan'nity toko ity ny fandaminam-paritra ato amin'ny Fanjakana sy ny fitsinjarana ireo asa ampanaovina ny Fitondrana foibe ary ny sampan-draharaha nanam-pariaham-pitondrana.

Ny Fitondram-paritry ny Fanjakana dia alamina ao anatin'ny fanajana ny fenitry ny fahalalana ara-pitondrana ireo vondrim-paritra ka atao amin'ny fomba ahazahoana mampihatra ny fanajariana ny tany arka ny voasoritra ao amin'ny andininy faha-3 etsy ambony sy miantoka ny demokrasia any antoerana ary mampirisika ny fanavaozana ny sampandraraham-panjakana araka ny zava-misy ankehitriny.

Andininy faha-20

Ankinina amin'ny fitantanan-draharaha foibe irery ihany ireo asa na andraikitra ampanaovina mikasika ny Firenena na ihany koa, noho ny lalàna misy, dia tsy azo anomezam-pahefana ny ambaratongam-paritra iray ny fanatanterahana azy ireo.

Omem-pahefana ireo sampan-draharaha nanampariham-pitondrana momba ny asa na andraikitra hafa,indrindra ireo izay mifehy ny fifandraisana misy eo amin'ny vondrom-paritra

Noho izany dia tokony hitarin'ny Fanjakana ny ambaindain'ny anjara raharahan'ireo solontenany any amin'ny ambaratongam-paritra na eo amin'ny fampiharna ireo fitsipika ankapobe nosoritany izany na mikasika ny fanaovana ireo fifanarhana ilaina amin'ny fampirindrana ny asa iandraiketan'ny fahefampanjakana sy izay iadadain'ny vondrom-paritra

Andininy 21

Ho fampiharana ny fepetra voalazan'ny andininy faha-13 ao amin'ny Lalàm-panorenana sy izay voantondron'ity Lalàna ity, indrindra ny ao amin'ireo andininy faha-19 sy faha-20, dia didim-panjakana izay atao eo ampivorian'ny Ministra ananganana ireo fari-piadiidina na ireo rafitra isakanan'ny Fanjakana izy asa fanabeazam-boho ny faritry manontolo na ny faritra ao antoerana no hametra ny fombafomba fampiharana ny fanapariaham-pitondrana ny hanoritra mazava, eo amin'ny anjara raharaha, ny fombafomba fanomezampahefana ireo sampan-draharaha nanapariaham-pitondrana ao amin'ny Fitondrana sivily eto amin'ny fanjakana avy amin'ny Fitondrana foibe ary koa ny foto-kevitra iompanan'ny fandaminana ireo sampan-draharaha nanapariaham-pitondrana voalaza ireo.

Ity didim-panjakana io dia tsy maintsy havoaka ao anatin'ny fe-potoana telo volana manaraka ny fampahafatarana ny besinimaro ilay lalàna mametra ny famaritana ireo vondrom-paritra .

TOKO V

Fepetra Manokana